

## Chapitre 2

# Projet urbain, action culturelle et mixité sociale à partir de la comparaison de deux places : la Praça da Estação à Belo Horizonte et la place du marché de Wazemmes à Lille

PAULINE BOSREDON, FRÉDÉRIC DUMONT,  
FLAVIO CARSLADE, ANNICK DURAND-  
DELVIGNE, DIOMIRA MARIA CICCII PINTO  
FARIA, ABDELHAFID HAMMOUCHE ET  
FREDERICO COUTO MARINHO

### Introduction

Ce chapitre propose une réflexion sur le projet, la culture et la mixité sociale à partir de la comparaison de deux places publiques et des projets qui les transforment : la Praça da Estação à Belo Horizonte et la place de la Nouvelle Aventure, dite place du marché de Wazemmes, à Lille. Cette réflexion a été élaborée dans le cadre des études mises en œuvre au sein du projet franco-brésilien « Richesses en partage » (2015–2018) cofinancé par la région des Hauts de France et l'État du Minas Gerais (Brésil).

L'espace en partage (Bonny, Bautès, Gouëset, 2017), indissociable de la diversité sociale, peut être générateur d'identités collectives et de solidarités. Il est aussi parfois un espace disputé, accaparé, objet de conflits pour son appropriation, marqué par les inégalités et les dominations. Dans tous les cas, l'espace est un enjeu central des rapports sociaux : il est au cœur de la lutte des places (Lussault, 2009), au cœur du droit à la ville (Lefebvre, 2009). L'analyse proposée ici se base sur ce cadre conceptuel et questionne les usages et les appropriations de l'espace des places de la

gare à Belo Horizonte et du marché de Wazemmes à Lille qui, chacune, fait ou a fait l'objet de projets de requalification et d'action culturelle mis en œuvre par les pouvoirs publics municipaux. Dans ces projets, nous souhaitons analyser le rôle de l'action publique lorsque celle-ci entend promouvoir une mixité sociale ainsi que la latitude qu'elle laisse aux autres acteurs (associations et collectifs, riverains, usagers).

La mixité s'entend selon deux dimensions souvent liées, une dimension spatiale appelée mixité urbaine ou fonctionnelle, et une dimension sociale dite mixité sociale. La mixité urbaine qualifie le regroupement sur un territoire d'une variété d'activités comprenant généralement les activités économiques, les transports, les différents types d'habitat, les équipements, ainsi que les services publics et privés. Cet aspect de la mixité est particulièrement présent dans le champ de l'urbanisme (Launay, 2011). La mixité sociale constitue une notion plus labile, son contenu variant selon les acteurs et selon les contextes dans laquelle elle est mobilisée, c'est une notion qui comprend une forte dimension idéologique. De manière générale, elle renvoie à « la cohabitation dans un même espace résidentiel de catégories dont les ressources (économiques, culturelles et sociales) sont inégales ou différentes » (Launay, 2010, p. 17).

On s'interrogera donc aussi sur la pertinence de la notion de mixité dans l'action publique et sur le lien entre le projet de mixité sociale et le projet culturel. La mixité sociale est-elle souhaitable ? Pour qui et pour quoi faire ? Sa réalisation passe-t-elle forcément par un processus culturel ? Quels en sont les acteurs ? Partagent-ils le même projet, ont-ils les mêmes motivations ?

Nos deux cas d'étude semblent offrir des réponses contrastées. Dans le quartier de la Praça da Estação (place de la gare) à Belo Horizonte, le projet municipal concerne un espace public dont le partage et la mixité sociale sont la vocation première (une gare, une esplanade conçue pour les rassemblements) et l'objet de revendications bruyantes (le mouvement de la Praia da Estação et ses suites) (Bosredon et Dumas, 2014). Initialement sans partage mais faisant ensuite l'objet d'un processus participatif, le projet vise à la restriction de l'accès à l'esplanade et à la limitation de ses usages dans l'objectif de fabriquer un quartier culturel répondant aux objectifs de la municipalité en termes d'image et de centralité.

Dans le quartier de la place du marché de Wazemmes, le projet municipal prétend sans relâche vouloir impulser la mixité sociale et le partage (sans pour autant mettre en œuvre de démarche véritablement

participative) : la mixité sociale est la mission première de la maison Folie, principal équipement culturel du quartier, et ce thème revient également dans l'ensemble de la communication municipale sur Wazemmes, célébrant la communion des moments de fête, le vivre-ensemble dans un quartier qu'on assimile à un village, etc. Le projet aboutit-il pour autant à la mixité sociale recherchée ? La question se pose à l'échelle du quartier de Wazemmes (cf. Bosredon, Dumont *et al.*, 2020) et plus encore à celle de la place du marché et ses alentours, un espace public contrasté dans ses usages, imparfaitement partagé.

Nous dresserons en première partie un portrait des deux places en retraçant leur évolution historique jusqu'à leurs récentes transformations, à la lumière de la mixité sociale et du partage de l'espace. Ces places sont-elles des espaces en transition, tout prêts d'intégrer le centre par absorption progressive ? Sont-elles des espaces en conflit, tiraillés entre une lutte pour le maintien de la culture populaire et/ou alternative, et les assauts de la spéculation immobilière ? Pour répondre à ces questions, la deuxième partie exposera la manière dont ces espaces, et plus largement leurs quartiers, sont mis en mouvement par des projets – tantôt partagés, tantôt contestés. Nous en analyserons le jeu d'acteurs, leurs motivations et leurs intérêts. Enfin, par le décryptage de l'action culturelle publique et du rôle des associations, une troisième partie proposera une réflexion sur la relation entre culture, mixité sociale et gentrification.

## **1. Un état des lieux avant les projets : le contexte des deux places, à la lumière de la mixité sociale et du partage de l'espace**

Cette première partie s'attache à décrire le contexte des deux places avant que ne se mettent en place les projets voués à les transformer, et en propose donc un état des lieux du point de vue du partage de l'espace, notamment par les usages et leur temporalité, et du point de vue de la mixité sociale.

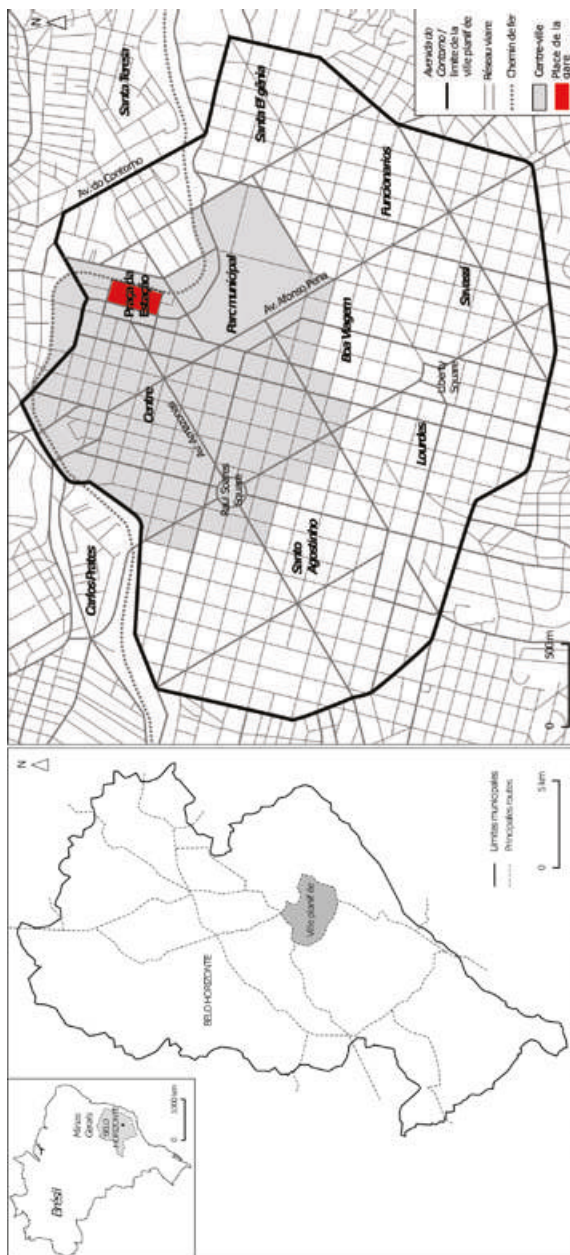
### **1.1. *La Praça da Estação à Belo Horizonte, un espace de mélanges et de circulation***

La Praça da Estação tient un rôle important dans le plan d'urbanisme de la ville de Belo Horizonte, la nouvelle capitale de l'État de Minas Gerais inaugurée en 1897. Le plan positiviste et hygiéniste de l'ingénieur Aarão

Reis, inspiré par le Paris d’Haussmann, proposait en effet l’emplacement de la place comme entrée principale de la ville, puisque le train était à l’époque l’option la plus moderne de la mobilité régionale. La gare et son esplanade constituaient donc une centralité incontournable de Belo Horizonte, tous les matériaux ayant servi à la construction de la nouvelle capitale étant arrivés par voie ferrée. La ville planifiée s’est alors développée à partir de ce point névralgique (figure 2.1).

La Praça da Estação désigne aujourd’hui communément l’esplanade sur laquelle se situe le bâtiment de l’ancienne gare centrale datant de 1922 et aujourd’hui transformée en musée, ainsi que l’espace public paysagé situé en vis-à-vis, de l’autre côté de la coupure opérée par les huit voies de circulation de l’avenue dos Andradas (figure 2.2). La place est à l’origine conçue à la fois comme l’espace desservant la gare et comme un lieu de rassemblements populaires et festifs (Trevisan, 2012), mais cette vocation première qui suscita d’abord une intense fréquentation et le mélange de populations diverses fut ensuite affaiblie. La gare commence en effet à perdre de son importance dans les années 1940 et surtout 1950, alors que l’expansion urbaine de Belo Horizonte induit le développement du trafic routier et la perte de l’importance du train comme moyen de transport au profit de l’autobus et de la voiture. Le doublement de l’avenue dos Andradas, en 1963, correspond à ce développement de la route ; il entraîne la suppression d’une partie des jardins et la réduction de fait de l’espace public. Ce mouvement se poursuit dans les années 1980 lorsque la mairie décida de transformer l’esplanade en un vaste parking.

Paradoxalement, les années 1980 sont aussi celles d’une reprise des manifestations et des rassemblements populaires sur l’esplanade de la gare : l’Institut des architectes brésiliens du Minas Gerais (IAB-MG) et des groupes de défense du patrimoine culturel se mobilisent dans ces années-là contre l’implantation d’une gare métropolitaine, un projet porté par la société de transports métropolitains et la municipalité et qui menace l’ensemble architectural qui borde la place. Ces mobilisations débouchent en 1985 sur la définition d’un périmètre de protection autour de la place de la gare et de premières initiatives publiques en faveur du développement culturel de ce secteur : ainsi peut-on citer l’inauguration du centre culturel de l’UFMG, la multiplication d’événements festifs organisés sur l’esplanade ou l’appel d’offre lancé par la mairie en 1995 pour l’élaboration d’un projet urbain de revitalisation du quartier. Le projet retenu débouchera sur le réaménagement des jardins supprimés par le doublement de l’avenue dos Andradas ainsi que sur la requalification



**Figure 2.1.** Localisation de la Praça da Estação dans Belo Horizonte (Réalisation : Bosredon, 2019)

de l'esplanade, définitivement réouverte et rendue à sa qualité d'espace public (figure 2.2).

La Praça da Estação est ainsi restée jusqu'à aujourd'hui un espace de mélange social. Initialement au cœur d'un espace dédié au transport ferroviaire de longue distance, elle a vu sa vocation changer au tournant des années 1950 et 1960 lorsque les trains de grandes lignes ont cessé de rouler au profit d'un métro circulant dans l'espace métropolitain, et que s'y sont multipliés les arrêts de bus. Elle demeure aujourd'hui un véritable hub de transports publics urbains, puisqu'y convergent l'unique ligne de métro ainsi qu'un grand nombre de lignes de bus municipales et métropolitaines. En raison du rôle central de la place au cœur des mobilités urbaines, la concentration la plus intense de personnes se produit aux heures de pointe des autobus et du métro. La nuit, les circulations piétonnes sur la place faiblissent en raison de la diminution ou de l'interruption des passages des bus et des métros. La place, faiblement éclairée, se vide et le sentiment d'insécurité devient plus prégnant pour les passants qui y transitent.

La zone est par ailleurs composée de plusieurs équipements culturels. Le Musée des Arts et Métiers, situé face à l'esplanade, a justifié le choix de la gare centrale comme écrin pour ses collections par son accessibilité pour les usagers des transports en commun, en particulier le métro.



**Figure 2.2.** L'esplanade de la Praça da Estação avec le musée des Arts et métiers à droite et l'avenue dos Andradas à gauche (Auteur : Bosredon, 2012)

Les enquêtes montrent toutefois que seulement 25 % des personnes interrogées sur l'esplanade ont visité le musée au moins une fois dans leur vie et que, pour la plupart, elles ne correspondent pas au profil socio-économique des usagers du métro. On peut ici confirmer l'intuition d'un fort contraste entre les usagers des transports publics et ceux du musée, plus éduqués. La partie paysagée de la place est quant à elle principalement occupée par des personnes vivant dans la rue, ce qui inhibe la fréquentation de ces espaces par d'autres personnes, bien que la place soit ponctuellement appropriée par différents groupes sociaux, en particulier dans les bars et dans le métro où l'on observe une certaine mixité sociale et de genre. Les bars sont fréquentés pratiquement tous les jours, en soirée et les week-ends. Le quartier est aussi fréquenté par des groupes populaires qui se réunissent pour des rencontres de hip hop notamment, sous le viaduc Santa Tereza, tous les vendredis soir.

Se fréquentent ainsi sur et autour de la place de la gare une grande diversité de personnes : les publics des musées et des centres culturels, plutôt issus des classes moyennes supérieures et des classes aisées, les participants des manifestations de culture populaire comme le hip-hop et le graffiti, les résidents des logements de la classe moyenne qui bordent la place, les « habitants de rue »<sup>1</sup>, les usagers des transports publics appartenant aux classes populaires et petites classes moyennes, ainsi que les petits commerçants traditionnellement présents dans les quartiers de gare (vendeurs de rue et commerçants des nombreuses cafétérias de la rue Aarão Reis).

Cette diversité des usages de l'espace explique que la place est fréquentée et traversée par une grande hétérogénéité de personnes et crée inévitablement des conflits concernant par exemple la présence des sans-abri ou les nuisances sonores liées aux manifestations culturelles. Récemment, la place a joué un rôle primordial dans la relance de mouvements populaires pour l'appropriation des espaces publics à Belo Horizonte, en résistance à un décret municipal émis en décembre 2009 pour interdire toute manifestation publique sur la place.

---

1 En portugais, les personnes sans-abri sont nommées *os moradores de rua*, littéralement « les habitants de rue ».

## **1.2. Mélanges et mixité sociale sur la place du marché de Wazemmes avant le « tournant culturel » des années 1990–2000**

La place de la Nouvelle Aventure, couramment appelée place du marché de Wazemmes, se situe au cœur d'un quartier péricentral et populaire de Lille (figure 2.3). Commune périphérique annexée à Lille en 1858, Wazemmes en devient progressivement tout au long du 19<sup>e</sup> siècle et jusque dans les années 1950 un quartier monofonctionnel tourné vers l'industrie textile (filatures de coton et de lin<sup>2</sup>, usines de tissage, unités de commercialisation de tissus). Durant le siècle et demi que dure cette activité industrielle intense, les flux de main-d'œuvre convergent vers le quartier de Wazemmes – dont la place de la Nouvelle Aventure constitue le cœur – et le quartier voisin de Moulins, qui attirent en nombre toujours plus important les ouvriers et ouvrières de la Belgique voisine. Le quartier de Wazemmes vit donc durant cette période au rythme des usines dont l'activité entraîne le va-et-vient des travailleurs, et la place de la nouvelle Aventure, sur laquelle les halles sont construites en 1869, constitue un espace très intensément fréquenté à certains moments de la journée par une population surtout ouvrière, plutôt mixte du point de vue du genre, de l'âge et de la nationalité (Français, Belges, Italiens, puis Maghrébins), habitant le quartier ou venant de plus loin. À Wazemmes et dans le quartier de Moulins, l'industrialisation spectaculaire, la forte immigration locale, les conditions de vie très difficiles dans les courées font naître des mouvements protestataires, solidaires, coopératifs et politiques. Ainsi la coopérative de l'Union de Lille<sup>3</sup> créée en 1892 à Moulins avait pour vocation d'apporter assistance aux ouvriers par la distribution de produits de première nécessité. Ce « Point central de l'organisation ouvrière » (Brizon, Poisson, 1913) lilloise était aussi le siège de la section du Parti ouvrier français, une des racines de la future SFIO. Ce haut lieu coopératif a vu naître le socialisme lillois qui deviendra si puissant par la suite.

---

2 Alors que le coton et le lin se filent et se tissent surtout à Lille, le travail et le conditionnement de la laine deviennent au 19<sup>e</sup> siècle la spécialité des usines de Roubaix et de Tourcoing (Collectif Degeyter, 2017).

3 Elle abritait sur 3000 mètres carrés une coopérative ouvrière de consommation, qui comptait 4000 familles adhérentes en 1900, mais aussi un théâtre de 2000 places, une boulangerie, une imprimerie, une épicerie, une mercerie, une salle de gymnastique.



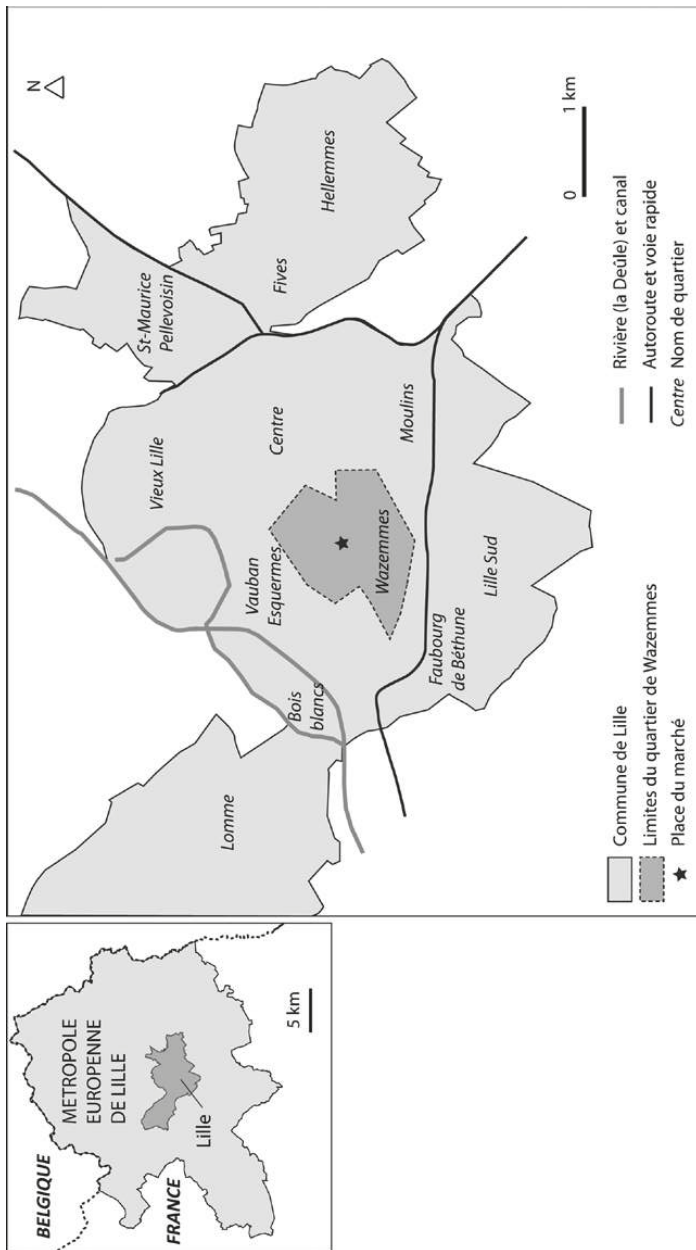


Figure 2.3. Localisation de la place du marché de Wazemmes à Lille (Réalisation : Bosredon, 2019)

Dans un deuxième temps, à partir de la fin des années 1950, le quartier subit de plein fouet la crise de la désindustrialisation dont les conséquences économiques, sociales et urbaines sont encore sensibles aujourd'hui. Dans le paysage urbain de la place du marché et son immédiat voisinage demeurent d'ailleurs de nombreuses traces de l'époque industrielle comme les courées, des ensembles résidentiels ouvriers formés de petites maisons regroupées de part et d'autre d'une impasse, nombreuses dans la rue Jules Guesde, ou l'ancienne usine de filature de lin Leclerc.

Wazemmes se tertiarise alors peu à peu et devient un quartier d'étudiants (Collectif Degeyter, 2017, p. 57) qui prennent la place des ouvriers dans les logements de petite taille qui n'ont pas tous été rénovés. Une nouvelle forme de mixité émerge alors dans le quartier et singulièrement dans les lieux de sociabilité qui bordent la place du marché (bars, lieux de concert...), représentatifs des pratiques de consommation particulières des étudiants, surtout festives, avec leur propre temporalité. Parmi ces étudiants qui fréquentent assidûment la place du marché de Wazemmes se trouvent aussi ceux de la faculté de droit qui s'est installée en 1995 dans l'ancienne usine Leblan à Moulins. La volonté politique était alors d'en faire un outil de redynamisation urbaine, de conforter la diversification du tissu urbain et de poursuivre la revalorisation du quartier, Moulins est alors le second quartier lillois le plus en difficulté après Lille-Sud (Devroe, 2000).

L'animation de la place est fortement marquée par le marché qui s'y déploie trois fois par semaine et où afflue et se côtoie une population apparemment mixte. Le marché du dimanche, le plus prisé, présente la plus forte affluence des clients et des flâneurs, à la fois les clients des étals du marché où s'approvisionnent les classes populaires, notamment pour des produits à bas prix, ceux – plutôt jeunes et aisés – de la halle couverte qui y trouvent des produits de bonne qualité, entre autres biologiques, et ceux enfin des nombreuses terrasses des bars et des cafés situés tout autour de la place. Le marché du mardi et du jeudi est plus un marché de proximité il draine une clientèle plus locale. L'observation permet de repérer de multiples présences, de femmes, d'hommes, d'âges distincts, des langues différentes, de tenues variées associées à diverses cultures. Le cosmopolitisme est observable dans des expressions diversement situées : bon enfant apparemment le dimanche matin avec un exotisme plutôt valorisé et à visées fonctionnelles (se provisionner) ou divertissantes (boire un verre), plus illicites lorsqu'il est question de groupes de jeunes dealers. La configuration de la place et des rues adjacentes change du

tout au tout lors des temps où l'espace se vide : image répulsive, craintes, espace public genré, trafic de drogue sont alors les mots qui reviennent le plus dans les entretiens.

### **1.3. Des espaces propices à la mixité sociale ?**

Ces deux espaces sont d'abord rendus propices à la mixité par l'empreinte sociale et urbaine qu'elles gardent de leur histoire et de leur situation géographique. Ce sont en effet des espaces centraux à l'échelle de l'agglomération mais péricentraux à l'échelle de la ville, ce sont en fait des espaces intermédiaires situés, par définition, entre des espaces considérés comme typés ou « extrêmes », des espaces marqués par l'hybridation et la mixité (Merle, 2011, p. 89–92), à la fois lieux de tensions et de passage, à la fois partagés et « médians » (Boulineau et Coudroy de Lille, 2009, cité dans Merle, 2011, p. 92). La place de la Nouvelle Aventure est ainsi située entre le sud populaire de Lille, marqué par les barres de logements sociaux du sud de Wazemmes et du quartier de Lille-Sud, et le centre bourgeois, la place de la République n'étant qu'à 700 mètres au nord. La place du marché, au centre du quartier de Wazemmes, marque donc une frontière sociale qu'on peut lire à la fois comme discontinuité et comme espace de contact.

À Belo Horizonte, la place de la gare aussi est un espace intermédiaire entre la ville planifiée qui constitue aujourd'hui le cœur historique de la ville et les quartiers suburbains de Floresta et de Santa Teresa qui ont été conçus initialement comme des quartiers ouvriers périphériques. L'emplacement de la Praça da Estação, à la fois entrée de ville et zone de contact entre l'intérieur et l'extérieur, révèle donc dès l'origine de la ville la forme ségrégationniste de la distribution spatiale de la population dans la nouvelle capitale. Résider à l'intérieur de l'avenue du Contorno qui délimite la zone planifiée se révèle difficile pour les plus pauvres contraints de s'installer dans la zone suburbaine plutôt que dans la zone urbaine pourtant équipée de meilleures infrastructures (Guimarães, 1991).

Ces espaces sont donc des lieux économiquement plus abordables que les parties centrales, ce qui favorise aussi la mixité sociale. Le prix du foncier ainsi que le coût du locatif privé y sont moins élevés que dans l'hypercentre : le secteur de la Praça da Estação n'est concerné que marginalement par la fonction résidentielle, mais à Wazemmes cela concerne surtout les chambres d'étudiants, les anciennes maisons de courées et les immeubles HLM. Depuis la crise du textile qui a frappé

Wazemmes et plus largement l'agglomération lilloise, le quartier est l'objet de politiques municipales en matière de logement. En 1971, pour Pierre Mauroy alors maire de Lille le constat est sévère :

« Wazemmes [...] où régnait la tristesse la plus insoutenable ; mais sur le zinc des cafés, il y avait des petits cochons-tirelires où chacun mettait son obole pour les vieux ou pour que les enfants aillent à la mer » (*Libération*, portrait de Pierre Mauroy, 1988<sup>4</sup>).

« Une première rénovation urbaine, initiée dans les années 1970, a laissé des traces, notamment un parc social important, plus éloigné du centre-ville. Le retrait des classes populaires de la partie péricentrale du quartier s'est ensuite engagé, à partir du milieu des années 1980, avec les politiques de réhabilitation de l'habitat ancien ainsi que la spécialisation du marché immobilier privé dans le logement étudiant » (Collectif Degeyter, 2017, p. 57).

La conséquence des prix abordables du quartier est en effet qu'à Wazemmes le secteur de la place de la Nouvelle Aventure accueille aujourd'hui majoritairement des populations en transition (jeunes adultes en transition familiale et sociale, migrants en transition géographique, etc.). Le quartier de Wazemmes, en particulier dans sa partie nord, est ainsi devenu ces dernières décennies l'un des quartiers étudiants de Lille, la part des jeunes en âge d'études (18–24 ans) atteignant 45 % dans l'Iris Stations contre 32 % à Wazemmes et 22 % à Lille qui est une ville jeune parmi les villes françaises comparables. On peut faire l'hypothèse qu'il s'agit, plus largement, d'un type « d'espaces transitionnels pour des jeunes adultes ayant complété des études supérieures et qui remettent à plus tard le moment des engagements familiaux » (Van Crielingen, 2008, p. 156).

Attention cependant, la coprésence résidentielle ne signifie pas forcément la mixité sociale, comme l'ont bien démontré les travaux de Chamboredon et Lemaire sur la proximité spatiale et la distance sociale (Chamboredon et Lemaire, 1970). Il faut aussi différencier la mixité sociale du simple croisement, du « frottement » de populations cohabitant dans un même espace. Ici la mixité sociale se présente « davantage comme un côtoiement de populations et de mobilités différenciées, comme le produit social d'un jeu complexe dans lequel sédentaires et mobiles se côtoient » (Lévy, 2002, p. 200, cité dans Giroud, 2015). Comme nous

---

4 [https://www.liberation.fr/france/1998/02/17/pierre-mauroy-gros-quinquin\\_227497](https://www.liberation.fr/france/1998/02/17/pierre-mauroy-gros-quinquin_227497)

l'avons vu plus haut en effet, dans le cas des deux places, la mixité sociale n'est pas permanente ; cette temporalité est accentuée à Wazemmes par le turnover des étudiants qui viennent s'installer et repartent après un cycle d'étude.

La part du logement social (HLM) est relativement faible à Wazemmes avec 14 % en 2015 contre 21 %<sup>5</sup> à Lille. Concernant la part de la population qui réside en HLM, elle atteint 26 % à Lille et 18 % à Wazemmes, avec de fortes disparités à l'intérieur du quartier : 45 % dans l'Iris Sarrazin, 3 % pour celui de Stations qui est celui de la place du marché. Cette faible part du logement social public est à mettre en relation avec la spécificité du parc locatif privé, le centre de Wazemmes étant composé de maisons de ville ayant subi une division du logement importante, sous le poids de la pression immobilière engendrée par la forte présence étudiante. Les logements d'une ou deux pièces sont nombreux, ils représentent 56 % des logements à Wazemmes contre 41 % à Lille et 62 % dans l'Iris Stations. Là le turnover est plus important, 40 % des ménages y ont emménagé depuis moins de deux ans en 2015, contre seulement 26 % à Lille.

On peut donc parler de mixité historique pour évoquer la fréquentation des deux espaces qui constituent les cas d'étude de ce chapitre. Les projets de mixité sociale qui se développent ensuite s'appuient sur ces racines historiques : la mixité n'y est pas totalement créée et le mélange initial sert dans un cas comme dans l'autre le projet et son partage.

## **2. Les projets et leurs acteurs**

Les projets menés par les acteurs publics pour faciliter ou limiter la mixité sociale sont de deux ordres, celui de l'aménagement de l'espace et celui des politiques culturelles (qui se combinent plus largement avec les dispositifs de la politique de la ville). D'une part sont conduites des actions de réhabilitation du bâti pour de nouveaux usages ou de requalification des espaces publics, notamment via l'installation de nouveaux mobiliers ou matériels urbains (par exemple des caméras de vidéosurveillance).

---

5 Chiffres INSEE : % de résidence principale HLM louée vide en 2015 rapporté au total des résidences principales (INSEE). La municipalité sur sa page web (2/04/2019) fait état de 27 % de logements sociaux dans la ville de Lille en 2014 (contre 25 % minimum imposés par la loi). L'objectif de Martine Aubry est de parvenir à 30 % en 2020. Cf. rapport ADULM, Habitat et peuplement 2018, p. 29.

D'autre part, des actions culturelles sont menées pour multiplier les activités, occuper le temps et l'espace, susciter de la présence et tenter de réduire les craintes associées aux espaces peu fréquentés, au soir, à la nuit.

Les quartiers de la place de la gare à Belo Horizonte et de la place du marché de Wazemmes font ainsi l'un comme l'autre l'objet de projets orchestrés par les pouvoirs publics visant à leur affirmation ou à leur renforcement comme centralité culturelle. Dans les deux cas, nous observons que les acteurs publics profitent de la mixité déjà existante des usages et des personnes fréquentant les deux espaces pour y mettre en œuvre des projets d'aménagement qui rencontrent les intérêts du secteur privé, notamment via la valorisation foncière et immobilière des deux quartiers.

Pour en tirer profit, deux alternatives s'offrent en effet aux acteurs privés : faire table rase de l'existant (ancien, bas et souvent dégradé) et verticaliser les projets immobiliers de reconstruction (c'est bien souvent l'option choisie dans les villes brésiliennes, en particulier dans les quartiers les plus centraux et/ou réservés aux classes les plus aisées) ; ou bien exploiter en les valorisant l'identité et la culture spécifiques des quartiers anciens, leur paysage urbain préservé, le patrimoine qui les singularise. Un projet de valorisation foncière et immobilière peut là aussi trouver sa place, mais il s'opère différemment et peut s'inscrire dans une culture et une mémoire populaire, historiquement ancrées. C'est ce qui caractérise nos deux places et leurs quartiers respectifs : tous deux sont des espaces intermédiaires entre le centre bourgeois et monumental et les quartiers pauvres périphériques, tous deux sont des espaces en mutation. Nous allons dans cette deuxième partie présenter la motivation des acteurs en présence pour les projets de mixité sociale, puis la chronologie des revendications populaires et des projets qui ont mis les deux espaces en mouvement.

### **2.1. Pourquoi la mixité sociale ? La motivation des acteurs**

Les acteurs et les intérêts à créer ou à favoriser la mixité sociale dans un quartier sont divers et l'espace est conflictuel : les intérêts peuvent en effet sembler convergents, mais parfois les objectifs révélés par le projet divergent. De manière générale, la mixité sociale permet la valorisation du quartier en créant de la richesse économique, foncière, commerciale mais aussi culturelle et symbolique. Elle contribue à l'urbanité, définie comme une combinaison de densité et de diversité sociale dans un lieu

donné (Lévy, 2018). Or plus l'urbanité d'un espace ou d'un quartier est forte, plus grande est la capacité de ses habitants d'accéder à des biens et à des services, à des formes de capital (économique, social, culturel ou symbolique). Selon la théorie du *rent gap* (Smith, 1979, 1987), c'est la perspective de bénéficier de cet avantage de localisation et donc d'une plus-value économique (acquisition à bas prix, rénovation du bâti et « amélioration » du quartier, revente avec profit) qui amène les couches de classe moyenne à investir dans les quartiers anciens délaissés et qui fait advenir le processus complet de gentrification. L'accessibilité, la mixité, le surcroît d'urbanité vont aussi permettre ou favoriser la création sociale et culturelle, l'unicité et l'originalité qui constituent le fondement d'une rente de monopole particulièrement recherchée par les investisseurs (Harvey, 2008, 2015) : celle-ci apparaît en effet « lorsque des acteurs sociaux se trouvent en mesure d'augmenter leurs revenus sur une longue période parce qu'ils disposent d'un contrôle exclusif sur un article directement ou indirectement exploitable, et qui doit à certains égards être unique et non reproductible » (Harvey, 2008, p. 25).

Par ailleurs, dans l'appel parfois incantatoire à la mixité sociale transparait la croyance en l'idée magique qu'il est possible en agissant sur la localisation de transformer les mœurs des populations et de favoriser leur allégeance à l'ordre politique et social dominant, une « croyance dans les effets sociaux des configurations spatiales » (Desage, Morel Journal, Sala Pala, 2011, p. 22–26). Les pouvoirs municipaux privilégient ainsi ce mélange, cette diversité sociale, ethnique, générationnelle ou culturelle qui, en favorisant la création culturelle, provoquerait un enrichissement économique tout en maintenant une paix sociale politiquement rentable. C'est bien ce qui sous-tend le discours politique de Martine Aubry, maire de Lille, qui ne cesse de vanter les bienfaits de la mixité, en particulier dans le quartier de Wazemmes :

« Lille est une ville mixte, avec des gens de toutes cultures, de tous âges, de toutes catégories sociales. Pour moi, c'est ça, une ville : un endroit où tout le monde vit bien ensemble. [...] La ville est un mélange de toutes les fonctions (travail, loisirs, culture...) et un mélange de toutes les catégories sociales. Lille se prête à ce mélange ? Oui, d'abord grâce aux gens du Nord, qui ont toujours été accueillants et ouverts sur le monde. Notre ville est aujourd'hui le reflet de cette diversité. C'est une de nos forces » (*Le Point*, 12/05/2011<sup>6</sup>).

---

6 [https://www.lepoint.fr/villes/la-confession-verite-d-aubry-12-05-2011-1330382\\_27.php](https://www.lepoint.fr/villes/la-confession-verite-d-aubry-12-05-2011-1330382_27.php)

« Chaque quartier est typifié ; Fives devient le symbole du passé industriel de Lille, le Vieux Lille celui de la résistance à l'uniformisation à travers les idées défendues par l'association "Renaissance du Lille-Ancien", Wazemmes le symbole de la réussite de la mixité sociale. C'est alors l'imagerie villageoise qui est convoquée, "Wazemmes c'est un village au cœur de la ville, il y a l'esprit d'un village avec sa place, son église, son marché. C'est comme cela qu'il faut concevoir la vie dans nos villes" (Martine Aubry, réunion publique à Wazemmes) » (Nonjon, 2005, p. 176).

On passe ainsi du constat de la diversité et de ses bienfaits à des projets de mixité planifiée par la municipalité, du moins à Lille car à Belo Horizonte la planification est faible au final.

Si l'on s'interroge sur la place de la culture dans cette recherche de la mixité et sur les objectifs des projets culturels municipaux, il faut distinguer différentes étapes. À celle du processus de création, on peut tout à fait concevoir qu'il existe des formes culturelles qui n'ont pas vocation à être mixtes, à être partagées. Leur force originelle peut être due au confinement dans un groupe qui se nourrit artistiquement d'une certaine homogénéité, d'une même vision de l'art. Dans cette phase créative, les pouvoirs publics peuvent chercher à attirer les artistes dans un décor aménagé et contribuer ainsi à l'émergence de lieux de création : c'est ce qu'ils feront en installant la maison folie Wazemmes en 2004 (lieu de création et de diffusion) au sein d'une ancienne usine, copiant par-là d'autres initiatives antérieures et non institutionnelles (citons par exemple le 49 Ter, l'une des premières friches culturelles de Lille située à la lisière des quartiers de Wazemmes et de Moulins, investie en 1986, ou le collectif voisin de la Malterie qui s'installe en 1995 : cf. Bosredon, Grégoris, 2012).

La phase suivante ou parallèle, qui est celle de la diffusion des productions artistiques et de la mixité potentielle, peut occuper les mêmes lieux mais à des moments différents, selon une autre temporalité. La captation de la phase sauvage, brute, créative, enfermée dans des espaces aménagés pour elle, puis l'exhibition, l'invitation et l'ouverture donnent une couleur artistique recherchée au quartier et contribue à sa gentrification. Ce phénomène, dont on ne peut douter qu'il soit un effet espéré, sinon recherché, par les pouvoirs publics dans les quartiers les plus populaires, a déjà bien été observé et analysé ailleurs (comme à Paris : Clerval, Fleury, 2009 ; Fleury, Goutailler, 2014).



## **2.2. Sur la Praça da Estação : du partage de l'espace au projet négocié**

Les différents plans directeurs de la municipalité de Belo Horizonte, depuis 1975 jusqu'au plus récent qui date de 1996 (révisé en 2010), ont renforcé la double centralité de la Praça da Estação : centralité pour les transports urbains et nouvelle centralité culturelle qui vient s'articuler aux centralités plus anciennement installées de la ville planifiée. La stratégie de la Municipalité de Belo Horizonte est en effet de faire du quartier de la gare un haut lieu du patrimoine et des loisirs culturels de la capitale du Minas Gerais. Elle s'appuie pour cela sur le Plan de Réhabilitation de l'hypercentre de Belo Horizonte qui qualifie en 2007 le secteur de « quartier à vocation patrimoniale et culturelle ». Le projet de la mairie est de transformer le visage de ce quartier ancien pour qu'il incarne à la fois son histoire et sa modernité en accueillant artistes et équipements culturels contemporains. La mise en œuvre de cette stratégie commence en 1988 par la patrimonialisation de l'esplanade de la gare et se poursuit par sa requalification qui s'achève en 2004. S'en suit l'installation d'activités culturelles dans plusieurs édifices patrimoniaux et friches industrielles ou ferroviaires à proximité de la gare. L'un des tout premiers équipements ouverts, au début de l'année 2006, est le Musée des Arts et Métiers qui s'installe à l'intérieur du bâtiment historique de la gare centrale, en partenariat avec l'Institut Culturel Flávio Gutierrez, fondation privée propriétaire d'une importante collection d'objets appartenant à l'histoire des arts et métiers brésiliens. Suivent d'autres équipements culturels comme le Funarte (Fondation Nationale des Arts) qui accueille des expositions d'art contemporain et des artistes en résidence, l'espace CentoeQuatro, une structure privée installée depuis 2009 dans la friche 104 Tecidos et soutenue par la municipalité, ou le centre culturel de l'UFMG (Université Fédérale du Minas Gerais).

La transformation du quartier est donc en marche lorsque Márcio Lacerda, alors maire de Belo Horizonte, décide en décembre 2009 d'interdire par décret l'organisation des événements de toutes natures sur la place de la gare. Ce sont les pratiques existantes sur l'esplanade qui indisposent les autorités municipales dont l'intérêt croise ici celui de la fondation Gutierrez, propriétaire de la collection et gestionnaire du Musée des Arts et Métiers. Tout comme la mairie, cette dernière ne souhaite plus voir se renouveler sur la place, à proximité du musée, les habituels rassemblements populaires, spectacles musicaux, théâtre

de rue, manifestations politiques ou assemblées évangélistes. Bien que la thématique du Musée des Arts et Métiers soit résolument populaire, puisqu'elle traite d'un large inventaire de différents types de métiers, ce dernier n'attire pas spontanément le public qui traverse la Praça da Estação et se sent menacé par les usages de cet espace public considérés comme excessifs. C'est bien cette préoccupation qui conduit le maire à interdire l'utilisation de la place pour les événements. Cette forme de gestion publique du territoire, soutenue par le Musée, limite les possibilités de mixité sociale et va à l'encontre de l'intégration du patrimoine à la vie quotidienne des populations. Pour mettre en œuvre sa fonction formatrice, éducative et référentielle, le patrimoine doit en effet être accessible et approprié avec intensité.

Le décret suscite l'indignation d'un groupe de Belorizontains qui organisent une première manifestation le 7 janvier 2010. De nombreuses suivront et, chaque samedi pendant près d'un an, le mouvement transforme la place en une plage de centre-ville, un espace symbolique à plus d'un titre : la plage est probablement l'espace où l'on s'affranchit le plus des différences sociales, l'espace commun par excellence ; c'est aussi un espace qui fait défaut à Belo Horizonte, rare métropole brésilienne de l'intérieur et dépourvue de rivage. Le mouvement se surnomme *Praia da Estação* (plage de la gare) et rassemble de plus en plus de monde en une foule bigarrée de baigneurs venus avec leurs jeux de plage, leurs instruments de musique et leurs slogans. *A Praça é nossa Praia*, la place est notre plage : c'est en effet la revendication pour tous d'un droit à l'occupation de l'espace public et d'un droit d'accès au patrimoine commun que porte le mouvement de la *Praia* (Bosredon, 2014 ; Bosredon, Dumas, 2014). Outre l'événement festif, le premier tract invite d'ailleurs les participants à un débat sur la « revitalisation par décret » : accompagnant la contestation de la privatisation des espaces, dès le début point donc aussi la revendication d'une participation des habitants aux projets urbains qui les concernent tous. Ces revendications sont portées par des activistes issus d'une classe sociale assez aisée (ou possédant pour le moins un fort capital culturel) : ils sont jeunes, intellectuels, militants, artistes, mais ils se pensent et se voient malgré tout comme les porte-parole de l'ensemble de ceux qui fréquentent ce quartier, y compris les sans-abri relativement nombreux dans ce secteur.

La *Praia da Estação* est progressivement devenue une sorte de tribune pour des revendications multiples dont les causes se sont parfois rejointes (par exemple celles du groupe de tagueurs les *Piores de Belo*, emprisonnés

plusieurs mois en 2011). « La question du décret est devenue un symbole et a offert l'opportunité de parler de tous les problèmes urbains à Belo Horizonte » (entretien avec Rafael Barros, personnage charismatique et médiatique de la *Praia*, février 2012). Le mouvement est également à l'origine de la renaissance du carnaval à Belo Horizonte : alors que le carnaval existait depuis la fondation de la ville de la capitale du Minas Gerais mais s'était considérablement essoufflé, plusieurs *blocos*<sup>7</sup> de rue ont spontanément émergé du mouvement en 2010. Leur nombre n'a cessé d'augmenter depuis. Le débat politique et la contestation sont les carburants de ces *blocos* qui, pour beaucoup, défendent le droit à la ville et l'inclusion des minorités dans la vie urbaine. Di Souza, le meneur du *bloco Então Brilha* qui a commencé à défiler dans les rues de Belo Horizonte en 2011, nuance cependant :

« Les gens ont occupé les rues, mais il y a toujours une interrogation sur qui est dans la rue. Parce que le carnaval est surtout organisé par la classe moyenne. C'est pourquoi aujourd'hui nous devons nous poser d'autres questions : comment "noircir" les *blocos*, comment rapprocher la périphérie de la fête, donner la parole aux minorités » (Di Souza, cité dans Rodrigues, 2017).

### **2.3. Sur la place du marché de Wazemmes : la mixité sociale par la culture, un projet politique**

Le quartier de la place du marché a été un terrain privilégié de l'action culturelle lilloise qui s'est voulue, au fil du temps, une combinaison de ce qui est considéré comme une culture populaire en continuité d'un passé industriel et ouvrier aujourd'hui partiellement valorisé et d'interventions plus ou moins directement liées à l'art contemporain. Ainsi la maison Folie Wazemmes est-elle inaugurée dans une ancienne usine textile en 2004, année de Lille Capitale européenne de la culture, alors que les lofts, les rénovations et les réhabilitations de l'habitat ancien se multiplient. Et les changements morphologiques se doublent d'un renforcement de l'offre culturelle et d'une valorisation du « festif » par les festivals et les fêtes populaires reprises et soutenues institutionnellement. Le projet de la Ville de Lille pour l'espace central de Wazemmes, articulé autour de la place de la Nouvelle Aventure, est ainsi à la fois tourné vers :

---

7 Un *bloco* de carnaval est un groupe de personnes défilant sous la même bannière, souvent issues du même quartier.



**Figure 2.4.** La maison Folie Wazemmes (Auteur : Bosredon, 2019)

- la valorisation de l'héritage industriel, mis en mouvement par l'art contemporain (maison Folie Wazemmes) ;
- la valorisation de la mixité sociale, du mélange des populations et d'une vie sociale particulièrement dynamique (réelle ou fallacieuse ? on peut ici se questionner sur la réalité de cette prétendue mixité et sur les effets des projets municipaux en termes de vie sociale partagée et harmonieuse) ;
- et la valorisation de la fête comme culture populaire d'un ancien quartier ouvrier.

À Wazemmes, l'action culturelle municipale a essentiellement consisté en la création de la maison Folie (figure 2.4), dont la programmation est orientée vers la culture populaire, les grandes fêtes (Wazemmes l'Accordéon) et des spectacles ou des ateliers portant sur des sujets de société comme les communautés, l'altérité, la place des femmes dans la ville et les discriminations<sup>8</sup>. La scène locale y a également sa place ainsi que les événements volontairement tournés vers la jeunesse du quartier (via le festival Hip Open Dance par exemple, autour de la danse hip-hop).

---

<sup>8</sup> Cf. entretien avec Aline Lyoen, chargée d'action culturelle aux maisons Folie Wazemmes et Moulins, juin 2016.

Le projet de maison Folie se veut en 2004 un geste fort visant à s'inscrire à la fois dans la célébration de l'histoire industrielle et dans la création contemporaine et le renouveau (Bosredon, Graverau, Grégoris, 2016). La maison Folie est aussi conçue au départ comme un lieu de circulation et de croisement, d'où la création d'une nouvelle rue : la mixité des publics et le mélange des populations fait – en quelque sorte – partie du cahier des charges (Sergent, 2010).

« À Wazemmes, Martine Aubry précise le projet de reconversion de l'usine Leclerc en "Maison Folies", occasion de présenter ce concept dont elle veut faire une réalisation forte de son mandat durant lequel Lille sera déclarée capitale européenne de la culture en 2004. Dans chacune des réunions, elle présentera longuement la politique culturelle décentralisée qu'elle entend promouvoir autour d'infrastructures culturelles et festives construites ou rénovées dans chaque quartier. Elle présente ces "Maisons Folies" comme une chance de renouer avec les sociabilités anciennes et de décloisonner les quartiers populaires : "Des gens de toute la ville, mais aussi de toute la région et même d'ailleurs viendront ici" (Martine Aubry, réunion publique, 2001) » (Ethuin, Nonjon, 2005, p. 181).

Mais le décloisonnement et la mixité sociale restent un objectif difficile à atteindre : si l'animation de la place du marché, de la rue des Sarrazins et de la place Casquette (où se trouve la maison Folie) est assurée les soirs d'événements, l'équipement reste perçu par beaucoup de jeunes et moins jeunes habitants du quartier comme un lieu qui ne leur est pas destiné (« le lieu des bobos », le lieu des jeunes du centre-ville), contrairement aux activités annoncées lors de réunions publiques présentant le projet aux habitants de Wazemmes (entretien avec la directrice du centre social-maison de quartier, 2017).

### **3. Les effets de l'action culturelle publique sur la mixité sociale**

Une culture bien encadrée et institutionnalisée, débouchant sur une certaine uniformisation culturelle, un cadre urbain qui « s'embellit » : pour parvenir à ce résultat, il fallut favoriser la mixité sociale, ce fut la première étape. Aujourd'hui débute la deuxième étape qui est celle de la gentrification : une gentrification résidentielle à Wazemmes (dans le quartier de la place du marché), une « gentrification des pratiques » (via la requalification et l'hygiénisation des espaces publics) sur la Praça da Estação à Belo Horizonte. Dans nos quartiers en effet, la mixité

correspond à différentes formes temporelles, des temporalités d'usage et de présence à des temporalités plus longues, résidentielles. Ces formes qui évoluent peuvent s'articuler, se compléter, s'alimenter. Elles découlent en partie de la fréquentation des deux espaces par des non-résidents (pour le marché, pour les festivals, pour les fêtes et les sorties). Mais certains, plus sensibles aux attraits du secteur, finissent parfois par s'y installer, ce qui mène progressivement à sa gentrification. De ce point de vue, la place du marché à Wazemmes et la Praça da Estação à Belo Horizonte, où la fonction résidentielle est bien moindre, ne dessinent pas les mêmes formes.

### **3.1. Praça da Estação : récupération et institutionnalisation de la contestation**

Avec la contestation du décret de Lacerda est né un espace public de revendications (cf. Bosredon, Dumas, 2014), un espace de partage et de discussion dont l'objectif était initialement de fédérer largement. Il y eut ensuite confrontation puis velléité municipale de partager le projet via un processus participatif : ont ainsi été organisées plusieurs réunions publiques qui ont abouti en mars 2013 à la création d'une « Commission d'accompagnement du Corridor Culturel de la Place de la gare », représentative de la diversité des acteurs opérant dans le quartier et dans le champ de la culture. La commission se composait ainsi de représentants de la Fondation Municipale de la Culture, du Conseil Municipal de la Culture (COMUC) qui est une structure collégiale, consultative et délibérative constituée pour moitié de membres élus issus de la société civile et pour moitié de membres désignés par le pouvoir exécutif municipal, mais aussi de représentants des équipements culturels, des mouvements sociaux, de la classe artistique, des commerçants, des résidents du quartier, des architectes et des urbanistes, des pratiquants de sport de rue et des sans-abri.

La commission s'est réunie pendant deux mois en soutien à l'équipe d'architectes choisie par la Ville pour la conception de la réhabilitation urbaine du secteur. Ses conseils ne sont pas limités à des interventions physiques, mais se sont étendus à toute une série d'initiatives et d'innovations pour le corridor, comme la mise en œuvre d'une politique d'aide aux sans-logis, l'installation de toilettes publiques et d'un éclairage public là où il fait défaut, l'amélioration des abribus, la révision du décret réglementant l'utilisation de la place de la gare, la prolongation des

heures d'ouverture du parc municipal situé à côté de la place, la définition d'actions culturelles par un appel public à propositions permettant la participation de tous, etc. Rafael Barros (au nom du COMUC) a constamment ponctué le débat avec les trois impératifs suivants : le projet doit partir du présupposé qu'il existe de multiples façons d'habiter la ville et qu'elles doivent toutes être prises en considération ; le projet doit tenir compte de la nécessité de construire un espace d'*empowerment* des citoyens afin de renforcer leur pouvoir d'agir ; chacun doit pouvoir s'inscrire dans la dynamique du projet, de son initiation à sa mise en œuvre et à sa réalisation.

Malgré tout, ni la conception architecturale ni les actions finalement proposées par le bureau d'étude choisi par la municipalité ne se sont avérées conformes aux attentes de la commission. La proposition architecturale du bureau d'étude était en effet basée sur des hypothèses jugées exotiques (géométrie sacrée, Feng Shui) et esthétisantes (travail sur le pavage des trottoirs, décoration urbaine). Elle suscita des inquiétudes quant à la possible gentrification du quartier, aggravées par le caractère confidentiel des études préalables à l'opération urbaine.

Une des principales caractéristiques des récents mouvements sociaux populaires au Brésil, dont la *Praia* est un bon exemple, est leur forme d'organisation très libre qui fédère des groupes hétérogènes s'unissant derrière des revendications tout aussi diverses. Certains de ces mouvements ont comme stratégie l'occupation d'immeubles vacants ou d'espaces publics et se caractérisent par des formes de lutte nouvelles. Lorsque l'administration en place reconnaît, bon gré mal gré, la puissance de ces revendications, elle les intègre à son cadre institutionnel. Le fait que certains leaders du mouvement soient devenus des membres du Conseil Municipal de la Culture, combiné aux efforts de la commission d'accompagnement du Corridor Culturel, a créé l'illusion que le système avait reconnu la légitimité de la lutte. Mais, ainsi récupéré par la politique municipale, le mouvement contestataire d'origine s'est en partie vidé de son caractère subversif. Les thèmes de la contestation de la *Praia da Estação* ont ainsi été mis en lumière dans le débat public sans opposition frontale des autorités municipales : l'explication tient en grande partie dans le fait que le mouvement de la *Praia* sert au final la stratégie initiale de la mairie : systématisées, voire ritualisées, les *Praias* ressemblent de plus en plus à des happenings ludiques qui ne déparent pas dans le projet municipal de renouvellement par la culture, présenté comme une transformation négociée du quartier.

Le paysage politique brésilien a récemment été totalement bouleversé, tant au niveau national qu'au niveau local où de nouvelles orientations clairement plus libérales et moins sociales ont été prises. Au niveau fédéral et en lien avec notre sujet, deux mesures se démarquent. La première, à la suite d'une politique de répression de l'activisme politique et de suppression des pratiques démocratiques de représentation directe, concerne la fin de tous les conseils de participation civile dans les instances fédérales. La seconde a consisté à désamorcer les politiques culturelles par la disparition du ministère de la Culture et le plafonnement du soutien financier des entreprises à la promotion de la culture, ce qui affectera la grande majorité des musées et des centres culturels du pays, fortement dépendants des ressources privées compte-tenu du manque notoire de budget fédéral pour le secteur. Il est à craindre que ces initiatives fédérales, comme celles des États, atteignent aussi les municipalités et menacent l'existence des conseils de gestion participative de l'espace.

### **3.2. À Wazemmes : valorisation de la culture populaire et prédominance des acteurs publics**

A Wazemmes, la force du pouvoir municipal réside dans le monopole culturel qu'il exerce via la maison Folie qui est un équipement sous régie municipale. Même si elle se dit à l'écoute du quartier et de ses associations, l'équipe de direction reste seule maîtresse de la programmation de l'équipement :

« Tout le travail, c'est de trouver un équilibre entre le fait d'être à l'écoute du quartier, des habitants et des projets qui nous sont proposés au niveau local par les associations et, en même temps, d'avoir un rayonnement national ou international. C'est un subtil mélange. La complexité c'est que cela correspond à des temporalités différentes. L'idéal est de faire venir un artiste un peu phare et puis autour de décliner et de déployer des actions à différentes échelles. D'autres Maisons folie fonctionnent davantage par thématiques. Mais le principe est toujours de provoquer des croisements entre disciplines, entre publics, entre amateurs et professionnels » (O. Sergent, directeur de la Maison folie de Wazemmes de Lille, le 11 juin 2007, cité dans Guillon, 2012, p. 431).

On peut établir un parallèle entre la Praça da Estação et Wazemmes en considérant les associations culturelles qui ont été amenées à coopérer avec la politique municipale, en particulier à l'occasion de l'organisation de Lille 2004 Capitale européenne de la culture puis des grands



événements récurrents qui ont été organisés par Lille 3000, la structure créée par la Ville de Lille pour pérenniser les impacts de Lille 2004. Parmi ces associations se trouve Attacafa dont Vincent Guillon dans sa thèse montre bien toute l'ambiguïté, « entre opportunisme, contrainte et résistance » (Guillon, 2011, p. 483). Cette association, créée en 1984, lance en 2001 le Festival de la soupe en réaction à l'annonce du projet d'implantation de la maison Folie en plein cœur de Wazemmes dans le cadre de la capitale européenne de la culture. Sa présidente explique en effet que l'événement Lille 2004 a asséché tous les projets alternatifs, y compris les initiatives habitantes, en imposant des procédures extrêmement techniques et complexes, hors de portée du premier venu et destinées à contrôler les projets culturels, éloignant de fait les habitants de leurs espaces publics. Le Festival de la soupe a donc été initialement créé pour retisser ce lien entre les habitants de Wazemmes, leur quartier (le site du festival se situe dans les rues et parcs jouxtant la maison Folie de Wazemmes, à deux pas de la place du marché) et leurs cultures métissées (cf. présentation du festival sur le site [lalouchedor.com](http://lalouchedor.com)).

« Depuis son lancement, le succès de la manifestation ne s'est pas démenti, rassemblant désormais chaque année plus de 80 000 personnes dans le quartier de Wazemmes. Mais s'il gagne en popularité, l'événement perd en convivialité, l'association obtenant ainsi l'effet inverse de celui recherché. La municipalité lilloise s'en saisit également de plus en plus dans sa communication externe, et plusieurs villes européennes s'inspirent de l'expérience de Wazemmes pour organiser leur propre festival de la soupe. Attacafa est dépossédée de la manifestation au fur et à mesure de son institutionnalisation, conduisant à l'affaiblissement de la dimension contestataire et innovante du projet » (Guillon, 2011, p. 485).

Le principal moyen de la récupération de l'initiative culturelle et de son institutionnalisation étant bien sûr la subvention publique, on peut ainsi se demander – comme le suggèrent les auteurs de la *Sociologie de Lille* (2017) ou E. Da Lage, présidente de l'association Attacafa (Guillon, 2011) – si, à Wazemmes, l'omniprésence de la Ville de Lille dans le secteur culturel ne contribue pas à inhiber l'initiative associative locale dans le champ de la culture.

Quant aux actions de réhabilitation, le centre de Wazemmes, et singulièrement la place du marché, offre aujourd'hui un cadre suffisamment attrayant et rassurant pour que chacun s'approprie les espaces selon ses attentes, tout en excluant ou en limitant les passages dans des lieux moins appréciés. La multiplication des activités culturelles, en

concordance avec la requalification des espaces publics et la rénovation de l'habitat, sont autant d'opérations concrètes qui illustrent la transformation qui se veut une transition mesurée entre passé et présent. Plus largement, la vie sociale est appréciée, même si certains déplorent des nuisances et découvrent progressivement des inconvénients (le bruit, les vols, les trafics) ou vivent des déconvenues. Plusieurs associations continuent toutefois à agir en faveur de l'amélioration du cadre de vie, encore ressenti comme mal entretenu voire délaissé par les pouvoirs publics dans certaines rues (comme la rue Jules Guesde), quand d'autres secteurs focalisent l'attention.

Cette valorisation du quartier dans le sens d'une patrimonialisation culturelle du monde ouvrier est aujourd'hui une des caractéristiques de sa gentrification, en particulier dans sa partie centrale. Dans son projet de rénovation urbaine préparé au titre du PNRU<sup>9</sup>, la Ville de Lille reconnaît que « le quartier de Wazemmes est un secteur où la pression immobilière et foncière importante s'exerce au détriment des populations modestes » et elle affiche une stratégie de lutte contre « le phénomène de gentrification et d'exclusion des populations modestes constaté au Nord du quartier » (Lille Grand projet urbain, 2007, p. 15).

Le projet de mixité sociale de la Ville de Lille semble généreux mais il demeure néanmoins un risque de violence sociale dans le processus d'appropriation des formes culturelles populaires. Leur captation s'apparente en quelque sorte à un travers de la reconnaissance sociale : identifier et reconnaître la valeur de la culture populaire pour la réifier en produit culturel. La mixité, dans les espaces résidentiels ou dans les espaces publics n'est pas nécessairement le gage d'un égal droit à la ville pour tous les citoyens, et pourrait au contraire « aboutir, de manière contournée, à l'imposition de normes, de valeurs, d'usages et de pratiques, par certains groupes (dominants) sur d'autres (dominés) » (Lehman-Frisch, 2009, p. 112)<sup>10</sup>. L'appropriation de valeurs d'usage destinées

---

9 Programme National pour la Rénovation Urbaine.

10 Par ailleurs, comme le montre le paradigme groupes dominants-groupes dominés (Lorenzi-Cioldi, 2009), la co-présence dans un même espace, de manière temporaire ou plus pérenne, de groupes en situation sociale asymétrique a un effet sur la dynamique identitaire des personnes selon la position sociale du groupe d'appartenance, les dimensions individuelles et collectives s'affirmant alors de manière différenciée. Ainsi, les individus appartenant à un groupe dominé seront davantage perçus et se percevront davantage en termes catégoriels, et seront de fait assimilés comme interchangeables et personnellement invisibilisés.

initialement aux familles ouvrières par une population plutôt jeune, diplômée, travaillant dans des secteurs créatifs sera alors d'autant plus violente que, dans la forme aboutie de la gentrification, les nouveaux venus s'approprient également l'espace public, la rue, les trottoirs, les cafés et les commerces des quartiers où ils habitent. Se crée alors, de fait, une convivialité urbaine que ne pourront plus jamais revivre les ouvriers partis dans des zones périphériques. Cet impérialisme urbain va de pair, paradoxalement, avec la volonté affichée de promouvoir la mixité sociale (Pinçon, Pinçon-Charlot, 2014).

Ce processus de confiscation ne se déroule pas toujours sans heurts ni sans conflit.

« La mixité sociale telle qu'elle est pensée par les pouvoirs publics et certains gentrificateurs constitue un ressort de la compétition à laquelle se livrent les groupes sociaux pour l'accès aux ressources urbaines dans les quartiers en gentrification. La lutte est inégale, mais certains gentrifiés parviennent à opposer une certaine résistance. Parfois cette résistance s'exprime dans des luttes et de mobilisations collectives, qui peuvent être très variées dans leur forme, leur contenu, voire même dans leur degré de contradictions internes. Si elle ne constitue que rarement une revendication première, la critique de la mixité sociale apparaît souvent en filigrane de ces diverses formes de mobilisations » (Giroud, 2015).

C'est ce que l'on constate sur la place de la gare à Belo Horizonte où la mise en place de la politique publique a entraîné des formes de contestation. Mais des propositions sont déjà faites par les autorités municipales pour intensifier les usages de la place, en particulier ceux qui sont liés à une appropriation culturelle plus mixte, via un soutien aux manifestations culturelles et aux sports de rue. Quant à Wazemmes, l'action culturelle de la Ville de Lille peut être interprétée comme le recyclage de ce qui est renvoyé aux cultures dites populaires. Le festival de la soupe ou celui de l'accordéon en fournissent des exemples. Dans cette perspective, la « mixité » serait pensée comme une combinaison d'activités culturelles conventionnelles et d'une culture populaire revisitée. Mais dans la réalité on observe aujourd'hui que le processus participatif que cette orientation appelle s'est affaibli, soit qu'on n'y arrive pas, soit qu'au fond ce n'est plus un objectif prioritaire parce qu'on a avancé sur le chemin de la gentrification :

« Le recours à la proximité et à la participation dans la rhétorique des décideurs locaux au moment de la création des Maisons folie, suscite un afflux de demandes extrêmement variées et parfois liées à la sphère privée

(mariages, anniversaires, fêtes religieuses, etc.). Le refus quasi systématique de ce type de sollicitation génère de nombreuses frustrations qui conduisent, en retour, au rejet des Maisons folie dans certains quartiers. Le slogan « lieux ouverts sur le quartier et la population » fait naître de nombreuses attentes de la part des habitants, mais qui entrent en contradiction avec la volonté des directeurs des Maisons folie de maintenir un positionnement artistique fort » (Guillon, 2011, p. 435).

## Conclusion

Nos deux places sont à des degrés divers, dans l'espace et dans le temps, des zones de passage, de transit et des espaces de transition entre différents mondes sociaux. Ces propriétés les rendent propices à la conception et à l'expression de projets culturels qui opposent ou fédèrent un grand nombre d'acteurs différents. L'emplacement, la spatialité, les caractéristiques urbaines de la Praça da Estação en font aussi un lieu favorable aux mouvements sociaux de protestation. Son importance historique, son patrimoine culturel, son potentiel éducatif recèlent des éléments d'appropriation collective et de transmission d'idéaux et de propositions contestataires, ce dont l'histoire industrielle, ouvrière et sociale de Wazemmes est aussi riche.

Dans les projets mis en œuvre dans chacun des quartiers, certains acteurs sont plus influents que d'autres. Parmi eux se trouvent les acteurs municipaux dont la force vient en partie de la conception de politiques culturelles. Si chacune des places suit sa dynamique sociale et urbaine propre, on perçoit une détermination plus canalisée de l'action publique municipale à Lille. Pour Wazemmes en effet la mairie semble fortement préoccupée à travers sa politique culturelle par la stimulation affichée de la mixité sociale. À Belo Horizonte, au contraire, l'ancienne équipe municipale a entrepris une forme d'hygiénisation locale, pour limiter l'action populaire et la présence de groupes considérés comme « inappropriés » sur la place de la gare. L'actuel pouvoir municipal paraît plus neutre sur ce point mais n'a pas contribué à transformer en projets concrets les débats, se limitant à des actions ponctuelles liées au calendrier officiel.

Malgré l'existence de politiques publiques visant à favoriser et à renforcer la mixité sociale, on peut se demander si ces politiques atteignent leurs objectifs. Dans les deux cas (Belo Horizonte et Lille), malgré le potentiel important des deux places en termes d'urbanité,

on distingue bien des moments de coexistence des différentes classes sociales, mais pas vraiment de mélange ou de pas de mixité effective. On peut même se demander si les politiques culturelles ne contribuent pas – au contraire – à limiter les initiatives populaires et à favoriser la gentrification et la concentration sociale. Ainsi, la Praça da Estação, même après sa revitalisation et malgré une certaine volonté populaire, est toujours considérée par la population comme un lieu de passage. Elle n'est pas utilisée de façon permanente et est occupée ponctuellement pour des événements spécifiques, dont des manifestations culturelles et politiques de divers groupes sociaux. Plusieurs facteurs, parmi lesquels le manque d'ombre et l'insécurité, en limitent la fréquentation piétonnière pour autre chose que l'accès aux transports en commun.

Quand les projets urbains et les politiques culturelles vont dans le sens de la mixité sociale, l'effet annoncé n'est pas forcément l'effet recherché à terme. La mixité sociale peut constituer parfois un leurre utile dans un premier temps. En effet, les projets culturels construits dans l'objectif de créer ou de renforcer une mixité sociale dans la fréquentation du quartier et ses lieux de sociabilité et de consommation, pour *in fine* aboutir à la mixité résidentielle, peuvent mener à terme à la gentrification (effet peut-être recherché bien qu'inavoué).

À ce propos, lorsque les pouvoirs publics parlent ouvertement de la gentrification – c'est le cas dans le « Projet de rénovation urbaine – Quartiers dégradés » préparé au titre du PNRU par la Ville de Lille en 2007 –, ils utilisent le terme de façon négative, pour le dénoncer, et ont donc conscience d'un danger. Or, dans les discours politiques dominants, il n'est jamais question de gentrification. On peut alors se demander si la gentrification fait partie intégrante du projet, si elle pourrait en être l'aboutissement et pourquoi, dans ce cas, elle n'est pas assumée. Les mots utilisés varient en effet aux différentes étapes du processus, les acteurs politiques parlant de mixité sociale au moment du projet – de son initiation, de son déroulement – et ne parlant de gentrification que lorsque le processus est terminé et irréversible (par exemple au sujet du Vieux Lille).

## Bibliographie

Aubry M. (2011). La confession vérité d'Aubry. Dix ans déjà que Martine Aubry règne sur la métropole du Nord. Bilan. [Interview de Michel

- Revol]. *Le Point*, 12 mai 2011. Repéré à [https://www.lepoint.fr/villes/la-confession-verite-d-aubry-12-05-2011-1330382\\_27.php](https://www.lepoint.fr/villes/la-confession-verite-d-aubry-12-05-2011-1330382_27.php).
- Bonny Y., Bautès N., Gouesët V. (dir.) (2017). *L'espace en partage, approche interdisciplinaire de la dimension spatiale des rapports sociaux*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Bosredon P. (2014). Expériences poétiques et contestataires de la ville : les artistes-activistes du quartier de la Praça da Estação à Belo Horizonte (Brésil). Dans A. Da Cunha et S. Guinand (dir.), *Qualité urbaine, justice spatiale et projet* (pp. 245–259). Lausanne : Presses Polytechniques et Universitaires Romandes.
- Bosredon P., Grégoris M.-T. (2012). Friches culturelles et territoires urbains à Lille : des micro-expériences de lieux à la fabrique d'une nouvelle urbanité. *Actes du colloque international pluridisciplinaire « De la friche industrielle au lieu culturel »*, Atelier 231 – Centre National des Arts de la Rue, Sotteville-lès-Rouen, 14 juin 2012, Équipe La Friche, UMR CNRS IDEES. Repéré à <http://www.scienceaction.asso.fr/userfiles/livretColloqueLafrichesept2012.pdf>.
- Bosredon P., Dumas J. (2014). Régulations et contestation du droit : la production des espaces urbains en question. Le cas de la *Praça da Estação* à Belo Horizonte (Brésil). *Géocarrefour*, 88(3), 227–237.
- Bosredon P., Gravereau S., Grégoris M.-T. (2016). Des équipements culturels à la production des quartiers dans la métropole lilloise. Dans C. Liefoghe, D. Mons, D. Paris (dir.), *Lille, métropole créative ? Nouveaux liens, nouveaux lieux, nouveaux territoires* (pp. 277–315). Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion.
- Bosredon P., Dumont F., Diniz A. M. A., Melo A. M. (dir.) (2020). *Richesses en partage au Brésil et en France : approches socio-spatiales croisées dans le Minas Gerais et le Nord-Pas de Calais*, Villeneuve-d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion.
- Boulineau E., Coudroy de Lille L. (2009). Introduction du colloque « Penser les espaces intermédiaires en Europe ». ENS LSH Lyon.
- Brizon P., Poisson E. (1913). La coopération. Dans *Encyclopédie socialiste syndicale et coopérative de l'Internationale ouvrière*. Paris : Quillet.
- Chamboredon J.-C., Lemaire M. (1970). Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement, *Revue française de sociologie*, 11(1), 3–33.

- Clerval A. et Fleury A. (2009). Politiques urbaines et gentrification, une analyse critique à partir du cas de Paris. *L'Espace politique*, 8(2). Repéré à <http://journals.openedition.org/espacepolitique/1314>.
- Collectif Degeyter (2017). *Sociologie de Lille*. Paris : Editions La Découverte.
- Desage F., Morel Journal C, Sala Pala V. (dir.) (2011). *Le peuplement comme politiques*. Rennes : PUR.
- Devroe K. (2000). La réinsertion de la faculté de droit dans un quartier péricentral de Lille : Moulins. *Hommes et Terres du Nord*, 1, 49–54.
- Ethuin N., Nonjon M. (2005). Quartiers de campagne. Ethnographie des réunions publiques de la liste Martine Aubry à Lille. Dans J. Lagroye, P. Lehingue, F. Sawicki (dir.), *Mobilisations électorales. Le cas des élections municipales de 2001* (pp. 171–191). Paris : PUF.
- Fleury A., Goutailler L. (2014). Lieux de culture et gentrification. Le cas de la Maison des métaux à Paris. *Espaces et sociétés*, 158, 151–167. Repéré à <https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2014-3-page-151.htm>.
- Giroud M. (2015). Mixité, contrôle social et gentrification. *La Vie des idées*. Repéré à <http://www.laviedesidees.fr/Mixite-controle-social-et-gentrification>.
- Guillon V. (2011). *Mondes de coopération et gouvernance culturelle dans les villes : une comparaison des recompositions de l'action publique culturelle à Lille, Lyon, Saint-Étienne et Montréal* (Thèse de doctorat). Université de Grenoble.
- Guimarães B. M. (1991). *Cafuas, barracos e barracões : Belo Horizonte, cidade planejada* (Thèse de doctorat). Institut Universitaire de Recherches de Rio de Janeiro.
- Harvey D. (2015). *Villes rebelles*. Paris : Buchet-Chastel.
- Harvey D. (2008). *Géographie de la domination*. Paris : Les Prairies ordinaires.
- Launay, L. (2010). De Paris à Londres : le défi de la mixité sociale par les « acteurs clés ». *Espaces et sociétés*, 140–141(1), 111–126.
- Launay L. (2011). Les politiques de mixité par l'habitat à l'épreuve des rapports résidentiels. Quartiers populaires et beaux quartiers à Paris et à Londres (Thèse de doctorat). Université Paris Ouest, Paris.
- Lefebvre H. (2009). *Le droit à la ville*. Paris : Economica.
- Lehman-Frisch S. (2009). La ségrégation : une injustice spatiale ? Questions de recherche, *Annales de géographie*, 665–666, 112.

- Lévy J.-P. (2002). Gentrification. Dans M. Segaud, J. Brun, J.-C. Driant (dir.), *Dictionnaire de l'habitat et du logement* (p. 200). Paris : Armand Colin.
- Lévy J. (2018). *Théorie de la justice spatiale. Géographies du juste et de l'injuste*. Paris : Odile Jacob.
- Lille Grand projet urbain (2007). *Projet de rénovation urbaine Ville de Lille – Quartiers dégradés*. Dossier préparé au titre du programme national pour la rénovation urbaine (ANRU).
- Lussault M. (2009). *De la lutte des classes à la lutte des places*. Paris : Grasset.
- Merle A. (2011). De l'inclassable à « l'espèce d'espace » : l'intermédialité et ses enjeux en géographie. *L'Information géographique*, 75, 88–98.
- Pinçon M, Pinçon-Charlot M. (2014). *La violence des riches*. Paris : La Découverte.
- Rodrigues L. (2017). *Movimentos de ocupação do espaço público fizeram ressurgir blocos de rua de BH*, Agência Brasil. Repéré à <http://agenciabrasil.ebc.com.br/cultura/noticia/2017-02/movimentos-de-ocupacao-do-espaco-publico-fizeram-ressurgir-blocos-de-rua-de>.
- Sergent O. (2010). Réflexion sur cinq années de pratiques. Retranscriptions du séminaire : *Nouveaux lieux culturels en Europe*. Banlieues d'Europe, p. 17–22.
- Smith N. (1987). Gentrification and the Rent Gap, *Annals of the Association of American Geographers*, 77-3, 462–465.
- Smith N. (1979). Toward a theory of gentrification : a back to the city movement by capital not people, *Journal of the American Planning Association*, 45, 538–548.
- Trevisan E. (2012). *Transformação, ritmo e pulsação : o baixo centro de Belo Horizonte* (Mémoire de master). Université PUC-Minas, Belo Horizonte.
- Van Criekingen M. (2008). Réurbanisation ou gentrification ? Parcours d'entrée dans la vie adulte et changements urbains à Bruxelles. *Espaces et sociétés*, 134, 149–166.